



Corruption, croissance économique et pauvreté : cas des pays méditerranéens

By/Par **Zahia HAMDENE * & Zohra ALLAOUI**

* Assistante à la FSG et doctorante à la FSEG de Sfax, Tunisie,
zahia.hamden@gmail.com

* Assistante à l'ISAAS et doctorante à la FSEG de Sfax, Tunisie, Unité de recherche sur la dynamique économique et de l'environnement URDEE,
allaouizohra@yahoo.fr / zohra.allaoui@fsegs.rnu.tn.

ABSTRACT

The purpose of this paper is to study the effect of income inequality, economic growth and corruption on poverty. To do it, we develop, first of all, a literature review on the link between growth and poverty. Then, we lift the importance of the role of institutions in the improvement of the economic growth and the struggle against poverty. Finally, we study the effect of these factors on poverty for a sample of seven Mediterranean countries over the period 1995-2007. The results prove that growth is pro-poor and that the corruption reduces the economic growth and increase poverty.

Keywords: corruption, poverty, inequality, economic growth, Mediterranean countries.

RÉSUMÉ

L'objectif de ce papier est d'étudier l'incidence des inégalités de revenu, de la croissance économique et de la corruption sur la pauvreté. Pour ce faire, nous développons, tout d'abord, une revue de la littérature sur le lien entre croissance et pauvreté. Ensuite, nous soulevons l'importance du rôle des institutions dans l'amélioration de la croissance économique et la lutte contre la pauvreté. Enfin, nous étudions l'incidence de ces facteurs sur la pauvreté pour un échantillon des sept pays méditerranéens pour la période 1995-2007. Les résultats dégagés prouvent que la croissance est pro-pauvre et que la corruption nuit à la croissance économique et aggrave la pauvreté.

Mots-clés: corruption, pauvreté, inégalités, croissance économique, pays méditerranéens.

JEL Classification: O43, I32.

INTRODUCTION

La réflexion sur la lutte contre la pauvreté a connu des changements radicaux qui reflètent, d'une part, les progrès croissants, accomplis par le milieu académique, dans l'analyse très complexe des interactions entre la croissance économique, l'inégalité du revenu et des richesses et la pauvreté et, d'autre part, le niveau d'intérêt, plus ou moins grand, manifesté par le monde politique à l'égard du thème de la réduction de la pauvreté. L'importance de la croissance économique dans la lutte contre la pauvreté est, cependant, un sujet de controverses. En effet, la littérature sur l'incidence de la croissance économique sur la pauvreté est abondante. Deux thèses, au moins, peuvent être distinguées. Une première stipule que « la croissance est bonne pour les pauvres » [Dollar et Kraay, (2000); Ravallion, (2004)]. Une seconde, en opposition, met en avant le fait que la croissance augmente les inégalités et ne profite pas aux pauvres. Elle adopte une approche selon laquelle « la croissance ne suffit pas pour la réduction de la pauvreté; elle en est une condition nécessaire mais doit s'accompagner de la mise en place des politiques de réduction des inégalités présentes et futures » [Bourguignon, (2003); Cling et al. (2002)]. Néanmoins, nous devons noter, également, qu'un bon nombre d'économistes admet que l'échec de la croissance à atteindre les pauvres est attribuable en grande partie à la mauvaise qualité des institutions, spécifiquement, la présence de forte corruption.

La question de l'influence de la qualité des institutions sur la pauvreté est l'un des thèmes les moins traités dans la recherche et le débat sur le lien entre corruption et pauvreté nous permet de distinguer deux thèses principales. La première affirme que la corruption réduit la croissance et que la bonne qualité des institutions est indispensable pour l'accélération du rythme de la croissance économique et l'atténuation, par conséquent, de la pauvreté [Mauro, (1995); Mo, (2001) ; Gupta, Davoodi et Alonso-Terme (1998)]. La seconde thèse, cependant, avance que la corruption est un stimulant de la croissance économique et que les « pots-de-vin » peuvent jouer un rôle positif dans la promotion du développement des entreprises [Acemoglu et Verdier (1998), Huntington (1968), Leff (1964) et Liu (1985)].

Il en découle, donc, que la croissance économique, les inégalités et la corruption jouent un rôle notable dans la détermination du niveau de bien-être de toute société. L'inexistence d'un consensus autour de la nature des relations croissance économique-pauvreté, d'une part, et corruption-pauvreté, d'autre part, nous incite à contribuer à ce débat. De ce fait, nous cherchons, dans ce papier, à étudier l'incidence de ces deux facteurs sur la pauvreté pour un ensemble de pays méditerranéens. Pour ce faire, nous fournissons, tout d'abord, une revue de la littérature sur le lien croissance économique et pauvreté (section 1). Dans une deuxième section, nous traitons l'impact de la croissance sur la pauvreté via la corruption. Enfin, la dernière section sera consacrée à une validation empirique en données de panel sur l'incidence de ces facteurs à partir d'une mesure multidimensionnelle de la pauvreté « l'indice de pauvreté humaine ». L'échantillon d'analyse se compose de sept pays méditerranéens et la période d'étude s'étale de 1995 à 2007.

LE LIEN ENTRE CROISSANCE-PAUVRETÉ

La croissance pro-pauvre est un domaine de recherche préoccupant qui a fait l'objet de plusieurs contributions d'ordre théorique ainsi qu'empirique. La notion de croissance « pro-pauvre » ou « pro-poor growth » est un sujet de controverses. La question qui se pose en premier ordre porte sur la signification même de la notion de croissance pro-pauvre. Est-ce qu'elle désigne simplement le fait que la croissance réduit la pauvreté ou que la croissance bénéficie relativement plus aux pauvres ? Etant donnée l'hétérogénéité des pauvres eux-mêmes, devons nous accorder le même poids aux individus qui sont proches de la ligne de pauvreté qu'à ceux qui en sont plus éloignés ?

Deux thèses s'affrontent pour retracer le lien entre croissance et pauvreté. La première thèse dominante, soutient que dans toutes les circonstances « la croissance est bonne pour les pauvres ». La seconde thèse avance que la croissance à elle seule est insuffisante pour réduire la pauvreté. Elle doit être accompagnée d'une redistribution équitable des richesses.

La croissance pro-pauvre

La littérature économique est truffée de définitions d'une croissance économique favorisant les pauvres. Les différentes conceptions de la croissance pro-pauvre peuvent être résumées par deux grandes écoles de pensée [OCDE, (2007)]. Selon les tenants de la première école, une croissance est dite en faveur des pauvres lorsque les revenus des pauvres, générés par la croissance, augmentent par rapport aux revenus des non pauvres. Autrement dit, lorsqu'il est possible d'arrêter toute tendance à l'inégalité des revenus, ou mieux encore, de l'inverser. L'avantage de cette optique est qu'elle met l'accent sur la proportion des avantages que les pauvres tirent de la croissance, ainsi que sur l'évolution de l'inégalité, principal facteur déterminant le degré de réduction de la pauvreté par la croissance. Elle prétend que « la croissance pro-pauvre signifie que le pauvre bénéficie plus que proportionnellement de la croissance économique ». En d'autres termes, la proportion de croissance de revenu des pauvres devrait excéder le taux de croissance du revenu moyen [Klasen, (2001)]. Cette deuxième définition fait référence au changement distributionnel durant le processus de croissance ; pour que la croissance soit qualifiée de pro-pauvre, les revenus des pauvres devraient progresser plus rapidement que ceux des non pauvres. La deuxième école de pensée, quant à elle, met l'accent sur le taux absolu de croissance des revenus des pauvres. Elle soutient qu'« une croissance économique favorisant les pauvres est une croissance économique qui réduit le nombre de pauvres ». Cette définition n'accorde pas d'attention particulière au fait que la croissance entraîne une réduction de la pauvreté chez la population très pauvre ou extrêmement pauvre [Ravallion, (2004) ; Ravallion et Chen, (2003)].

Il en découle que les points de vue divergent sur cette question. Pour certains, ce qui importe est de savoir si le revenu des plus démunis augmente relativement à celui des autres et si, par conséquent, les disparités se réduisent. Pour d'autres, l'essentiel avant tout, c'est le rythme de progression, en termes absolus, du revenu des pauvres. Ils cherchent par exemple à connaître si ce revenu s'accroît assez vite de sorte que le nombre des individus vivant en deçà du seuil international de pauvreté diminue [OCDE, (2008)].

Ces deux définitions d'une croissance favorable aux pauvres sont pertinentes et se complètent lors de toute analyse du processus de croissance dans l'optique des besoins des

pauvres. Les études de Dollar et Kraay (2000, 2002) estiment que l'élasticité de la pauvreté à la croissance est de 1 en moyenne et que la croissance n'a pas d'impact sur les inégalités. Elle privilégie, ainsi, l'objectif d'accélération de la croissance et néglige les questions de distribution (thèse de trickle down). En effet comme mentionné par Danielson (2001), s'il y a croissance, les revenus augmenteront et par la suite la pauvreté de revenu est réduite et les indicateurs non monétaires de pauvreté peuvent être bien améliorés. Cette approche connue sous le concept de croissance « pro-pauvre » ou « pro-poor growth » a été mise sur le devant de scène suite à la contribution de Dollar et Kraay (2000) dans leur fameux article intitulé « growth is good for the poor » et dans lequel ils stipulent que la croissance bénéficie autant aux pauvres qu'à tout autre membre de la collectivité.

Dans la même lignée de pensée, Bhalla (2002) et Sala-i-Martin (2002) affirment que « la croissance suffit pour réduire la pauvreté ». Ces promoteurs considèrent que « *les statistiques de la Banque Mondiale sont exagérément pessimistes et que la pauvreté s'est en fait fortement réduite dans le monde au cours des dernières décennies, sans qu'il soit nécessaire pour cela de faire appel à des politiques ciblées* ». [Cling, Vreyer, Razafindrakoto et Roubaud, (2004), p.162]. Autrement dit, l'élasticité de la pauvreté à la croissance est supérieure à 1 en moyenne et la croissance est historiquement « pro-pauvre ».

La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté

Cette thèse met en avant le fait que la croissance augmente les inégalités et ne profite pas aux pauvres. Elle adopte une approche selon laquelle « la croissance ne suffit pas pour la réduction de la pauvreté; elle en est une condition nécessaire mais doit s'accompagner de la mise en place de politiques de réduction des inégalités présentes et futures » [Bourguignon, (2003); Cling et al. (2002), Cling et al. (2004)]. En effet, les promoteurs de cette approche insistent, d'une part, sur l'hétérogénéité des situations individuelles par pays (la croissance va souvent de pair avec une augmentation des inégalités); d'autre part, sur le fait que le niveau des inégalités a un fort impact sur l'évolution de la pauvreté. Autrement dit, cette thèse stipule que la distribution de revenu constitue un facteur clé de lutte contre la pauvreté et que la croissance à elle seule n'est pas suffisante pour la réduire dès lors qu'il n'est pas évident que la croissance macro-économique bénéficie à la population pauvre. Il est donc indispensable, lors de toute étude sur la pauvreté, d'analyser l'interaction entre croissance, pauvreté et inégalités, dans le but d'apprécier la marge de manœuvre de la politique économique.

Les partisans de cette approche consacrent leur attention aux canaux via lesquels l'inégalité peut influencer le taux de réduction de la pauvreté. Ils postulent que l'ampleur de l'atténuation de la pauvreté résulte de la manière dont la répartition se modifie avec la croissance et les inégalités initiales des revenus, des actifs et des accès aux opportunités qui permettent aux pauvres de participer à la croissance [Banque mondiale, (2000-2001)].

Deux raisons principales justifient la place importante accordée à l'inégalité dans la politique de lutte contre la pauvreté. En premier lieu, l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté varie en fonction du degré d'inégalité. En effet, l'élasticité de la réduction de la pauvreté par rapport à la croissance mesure l'atténuation de la pauvreté suite à un accroissement de richesse, et est évidemment supérieure si l'inégalité est faible ou si elle

baisse: un faible niveau d'inégalité est favorable à la réduction de la pauvreté pour la simple raison que tout accroissement du revenu national donne lieu à un volume plus grand de ressources réelles en faveur des groupes à revenus faibles. Également la baisse de l'inégalité est un élément favorable dans la mesure où la part dans le revenu des pauvres s'accroît [Maxwell, 2001]. En second lieu, l'existence de fortes inégalités sont mauvaises pour la croissance: un taux élevé des inégalités peut atténuer le rythme de réduction de la pauvreté en ponctionnant la croissance économique globale. Il en est ainsi parce que les sociétés inégalitaires sont plus sujettes à l'instabilité politique et à l'imperfection du marché du crédit. L'ensemble de ces facteurs peuvent affaiblir la croissance [Banque mondiale, (2000-2001)].

En somme, la croissance, l'inégalité des revenus et la pauvreté sont indissociables et parfois considérés comme les trois côtés d'un même triangle [Bourguignon, (2003)]. L'inégalité des chances, ainsi que l'appropriation et la répartition des biens, empêchent les pauvres de participer et de contribuer à la croissance, encore moins d'en partager les fruits. Plus les inégalités de revenus sont élevées et croissantes, plus les répercussions d'un certain taux de croissance sur la réduction de la pauvreté sont faibles. Très souvent, elles provoquent notamment l'instabilité politique et sociale, gênant ainsi la croissance.

Cependant, nous devons noter que malgré la mise en œuvre de plusieurs programmes de lutte contre la pauvreté dans nombreux pays, les inégalités persistent. A ce niveau, la pauvreté persiste non pas faute de moyens mais plutôt à cause de la défaillance de leurs institutions. Dans ce qui suit nous consacrons notre attention sur l'interaction entre les institutions, la croissance et la pauvreté, en nous focalisant sur l'effet de la corruption.

IMPACT DE LA CROISSANCE SUR LA PAUVRETÉ : RÔLE DE LA QUALITÉ DES INSTITUTIONS À TRAVERS LA CORRUPTION

Au cours des dernières années, différents économistes ont affirmé que la présence des mauvaises institutions est à l'origine de la situation de malaise de la pensée économique qui caractérise notre époque [Chavance, (2001)]. Depuis les travaux de North (1991), les études se sont essentiellement intéressées à la question de la tendance des institutions à favoriser la croissance, en montrant qu'un environnement institutionnel efficace est celui qui facilite les transactions économiques et restreint au minimum les incertitudes.

A travers une large revue de littérature théorique et empirique, le principal facteur souvent avancé pour expliquer fondamentalement les écarts de prospérité entre pays, est la qualité de leurs institutions. En effet, plusieurs études ont montré qu'il y a une relation entre la qualité des institutions et la pauvreté. L'incidence de la qualité des institutions sur la pauvreté est explicitement évoquée par Ravallion et Chen (2003) et Dollar et Kraay (2000), qui admettent que, dans un bon environnement de politiques institutionnelles, la croissance permet de réduire la pauvreté. L'effet indirect des institutions se manifeste essentiellement via le canal de la croissance économique ; une mauvaise qualité des institutions nuit à la croissance et réduit, par conséquent, le rythme d'atténuation de la pauvreté et vice-versa. Dans ce cadre, Baumol (1990) stipule que les variations des innovations dans le temps sont dues aux variations des institutions qui encouragent l'innovation. Selon Sachs (2003), le concept d'institution est devenu l'objectif principal de toute réforme économique. Il résulte des récents travaux, réalisés par des économistes comme Acemoglu et al. (2001b), Rodrik

(1999), Easterly et Levine (2002), Glaeser et al. (2004) et Sachs (2003), que le niveau de la croissance économique d'un pays s'explique presque totalement par ses institutions, ses ressources, sa politique économique, sa géographie, etc. Ainsi, les pays peuvent enrichir leurs richesses économiques par la mise en place des institutions dont la qualité est plus efficiente. La défaillance institutionnelle est, néanmoins, à l'origine de la persistance de la pauvreté et des inégalités économiques. La corruption -un des symptômes de la défaillance institutionnelle- est souvent considérée comme cause principale de l'atténuation du rythme de réduction de la pauvreté. Les tenants de cette idée soutiennent que la corruption réduit la croissance [Mauro, (1995); Mo, (2001)]. Gupta, Davoodi et Alonso-Terme (1998) ont montré que les pays les plus corrompus sont affectés par une pauvreté durable et que les stratégies anti-corruption permettent de réduire les inégalités de revenu et la pauvreté.

Il est généralement admis que les premières victimes de la corruption sont les individus appartenant aux couches sociales les plus pauvres. En effet, la corruption maintient et entraîne des effets pervers sur la pauvreté [Mauro, (1995)]. Elle incite à la mise en place d'une politique qui fausse la distribution du revenu et détourne les ressources de la campagne vers les villes. En plus, dans le cadre des projets d'aide aux pauvres, cette corruption fausse les investissements d'infrastructure destinés aux petites entreprises de micro-finance. De même, pour les gouvernements corrompus, la lutte contre la pauvreté est seulement théorique.

Gupta et al. (1998) ont affirmé que la corruption aboutit à l'accroissement des inégalités et de la pauvreté. La corruption provoque l'apparition de plusieurs problèmes tels que la baisse de la croissance économique, des impôts agressifs, des programmes sociaux moins efficaces, un faible accès à l'éducation, des politiques favorisant la répartition inégalitaire des actifs, une baisse des dépenses sociales et une augmentation des risques pour les investissements. Également, Kaufman et al (1999b) ont prouvé que la corruption augmente le taux de mortalité infantile et le taux d'alphabétisation et diminue l'espérance de vie. En conséquence, l'indice de la pauvreté est corrélé négativement avec les divers indices de gouvernance et de contrôle de la corruption. Encore plus, Knack et Keefer (1997b) suggèrent que la situation des pays pauvres s'accroît à cause des défaillances institutionnelles. Comme conséquence, ces pays n'arrivent pas à atteindre les technologies avancées grâce à un environnement institutionnel défaillant.

Les institutions efficaces permettent à la société d'avancer correctement, en rendant leurs citoyens plus aptes à investir leur temps dans des activités productives [Acemoglu et Johnson, (2005)]. Autrement dit, d'un côté, des bonnes institutions engagent un environnement fort pour la promotion de la croissance des activités productives comme l'investissement. D'un autre côté, les institutions défaillantes peuvent affecter négativement la croissance économique à travers le « Rent-seeking ». Aussi, les institutions pauvres rendent les activités improductives, qui à leur tour affaiblissent la croissance de long terme et aggrave la pauvreté.

Nous devons signaler toutefois qu'il existe des économistes qui stipulent que la corruption est un stimulant de la croissance économique. En effet, Acemoglu et Verdier (1998) ont montré que la corruption a des propriétés séduisantes pour la croissance économique. De même, Huntington (1968), Leff (1964) et Liu (1985) ont prouvé que les « pots-de-vin » peuvent jouer un rôle positif dans la promotion du développement des entreprises. En somme, quelle que soit la nature de la relation unissant la croissance à la corruption, il n'y a

aucune raison de négliger l'effet de cette dernière lors de toute analyse du problème de la pauvreté.

CROISSANCE, PAUVRETÉ ET CORRUPTION DANS LES PAYS MÉDITERRANÉENS

Dans cette section, nous analysons, en premier lieu, l'état de la pauvreté et de la corruption dans les pays de notre échantillon. En second lieu, nous procédons à travers une validation empirique à l'étude de l'incidence de la corruption, de la croissance économique et des inégalités sur la pauvreté.

Analyse de l'état de la pauvreté et de la corruption

Les pays méditerranéens présentent des disparités sur le plan économique. Ils comprennent des pays riches en ressources naturelles et en main-d'œuvre à savoir l'Algérie et la Syrie, d'autres pays ayant peu de ressources naturelles mais une main-d'œuvre abondante (Égypte, Jordanie, Maroc et Tunisie). L'hétérogénéité qui caractérise le groupe des pays, fait apparaître plusieurs questions sociales telles que la pauvreté.

L'efficacité des efforts de lutte contre la pauvreté dans la région euro méditerranéenne dépend raisonnablement de la bonne gouvernance, c'est-à-dire de la bonne organisation des administrations et de leur coopération avec les acteurs sociaux, la société civile et les institutions internationales. Pour cette raison, il faut résoudre le problème de la corruption, intensifiée par la montée d'une économie informelle et par un manque de transparence dans l'interaction entre les agents publics et privés, afin de rendre les politiques de lutte contre la pauvreté plus efficaces.

L'évolution de la corruption dans le monde a suscité des nombreuses interrogations. D'une façon générale, ce phénomène s'est amplifié et atteint des seuils très élevés dans les pays en développement. A ce propos, « Transparency International » a retracé un tableau d'évaluation de l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) à partir de 1995. Cet Indice évalue le niveau de la corruption touchant les administrations publiques et la classe politique de chaque pays. Ainsi, l'IPC 2008 renferme quatre-vingt pays, soit un nombre de pays semblable à celui couvert en 2007, pour lesquels Transparency International dispose des indices récents et fiables. Il classe les pays selon une échelle allant de 0 (haut degré de corruption perçu) à 10 (faible degré de corruption perçu). Le classement des pays de notre échantillon selon l'IPC est présenté dans le tableau ci-dessous :

Au regard de ce tableau, nous pouvons affirmer que la corruption est une réalité dans les pays méditerranéens. En effet, 6 pays sur 7 des pays méditerranéens ont obtenu une note inférieure à cinq. Tout au long de la période 2005-2008, les notes de la Syrie, l'Égypte et l'Iran enregistrent une augmentation importante de la corruption. Pour la Tunisie et la Jordanie, la corruption a augmenté durant les trois premières années. Cependant, un léger retournement de tendance est enregistré en 2008.

Pour les années 2006 et 2007, l'indice de perception de la corruption montre des légères améliorations pour le Maroc qui passe de 3,2 à 3,5. Les notes de l'Algérie sont passées également de 3 à 3,2 entre 2007 et 2008. Toutefois, cette amélioration reste minime et ne

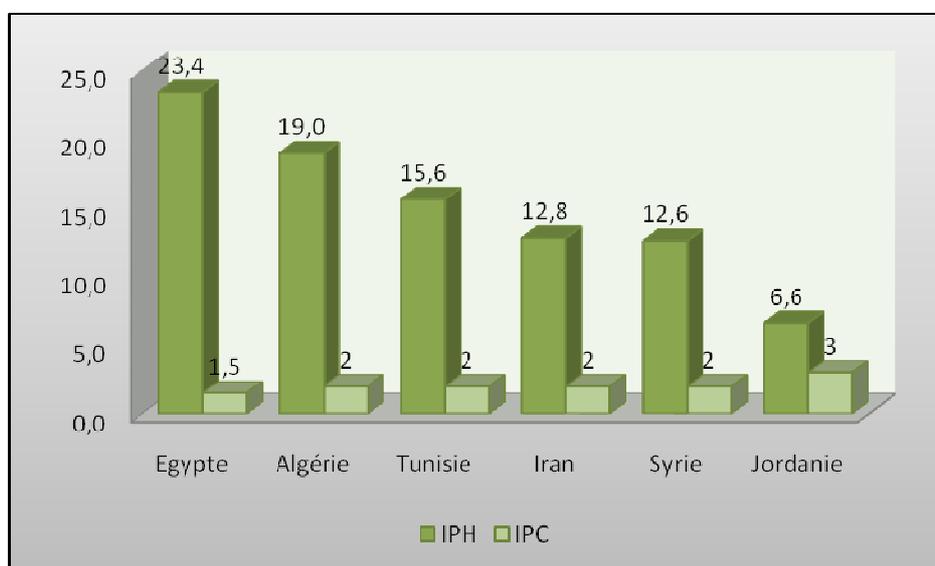
peut pas nier l'existence d'une corruption « endémique ». Cette dernière est-elle à l'origine de la persistance de la pauvreté dans les pays de notre échantillon ?

Tableau 1. Indice de Perception de la Corruption (IPC) des pays méditerranéens

Pays	IPC (2005)	IPC (2006)	IPC (2007)	IPC (2008)
Algérie	2,8	3,1	3	3,2
Égypte	3,4	3,3	2,9	2,8
Tunisie	4,9	4,6	4,2	4,4
Maroc	3,2	3,2	3,5	3,5
Jordan	5,4	5,3	4,7	5,1
Iran	2,9	2,7	2,5	2,3
Syrie	3,4	2,9	2,4	2,1

Source : Transparency International, (2008).

Graphique 1. Corruption et pauvreté (2006) dans les pays méditerranéens



Source : Transparency International (2006) et Rapport Mondial sur le Développement Humain, (2008).

Nous percevons, d'après le graphique 1, que les pays ayant une note inférieure à 3, caractérisés par une corruption « endémique », sont les plus pauvres. En effet, l'Égypte ayant la plus faible note d'IPC, connaît un IPH plus élevé. Par contre, la Jordanie dont l'IPC est le plus élevé, enregistre le plus faible IPH. Ainsi, nous pouvons confirmer l'existence d'une relation positive entre pauvreté et corruption. Ce constat est largement confirmé par Gupta, Davoodi et Alonso-Terme (1998) qui ont montré que les pays les plus corrompus sont affectés par une pauvreté durable. Ainsi, comme le mentionne Gupta et al (2002) et Rose-Ackerman (2004) la corruption est une cause aggravante de la pauvreté. Un sondage mené par Transparency-Maroc en 2005 a montré que 87 % de la population considère la corruption comme le troisième problème le plus important dans le pays après le chômage (98%) et le coût de la vie (92%). Il existe un cercle vicieux liant la pauvreté à la corruption.

Pour lutter contre la corruption, il faut assurer une application efficace des lois, la présence de médias libres et une société civile active. Mais, lorsque les institutions sont faibles comme pour le cas de notre échantillon, la corruption se développe et échappe à tout contrôle avec des terribles conséquences pour la société dans son entier. Elle a pour conséquence la persistance d'injustices et d'inégalités touchant les performances économiques des nations.

Corruption, croissance économique et pauvreté: validation empirique

Notre étude empirique de l'incidence de la corruption, de la croissance et des inégalités sur la pauvreté porte sur l'échantillon des 7 pays méditerranéens précédant tout au long de la période 1995-2007.

Spécification du modèle économétrique

Nous nous référons à Bourguignon (2003) qui a traité la relation triangulaire pauvreté-croissance-inégalité. Le modèle de Bourguignon (2003) se spécifie comme suit :

Pauvreté = F (mondialisation, inégalité, croissance, population)

Nous introduisons d'autres variables au modèle du départ afin de tenir compte de l'incidence de la corruption directe et indirecte (via la croissance économique) sur une mesure multidimensionnelle de la pauvreté. L'originalité de notre travail est donc double. Vu que l'approche monétaire de la pauvreté est largement critiquée, nous introduisons une mesure plutôt multidimensionnelle : l'indice de pauvreté humaine. Egalement, étant donnée l'importance du rôle des institutions dans la prospérité des nations et dès lors que l'influence de la qualité de ces dernières sur la pauvreté est l'un des thèmes les moins traités dans la recherche, nous introduisons la corruption dans l'équation du modèle. Économétriquement, ce modèle sera spécifié de la manière suivante:

$$IPH_{it} = \alpha_i + \beta_1 \ln OPN_{it} + \beta_2 INQ_{it} + \beta_3 \ln PIB_{it} + \beta_4 CORR_{it} + \beta_5 (CORR * \ln PIB_{it}) + \varepsilon_{it}$$

Où : *IPH* est l'indice de pauvreté humaine, *OPN* est le taux d'ouverture en logarithme, *INQ* est l'inégalité de revenu mesurée par l'indice de Theil, *PIB* est le PIB réel par habitant (en dollar américain constant, 2000) en logarithme, *CORR* est l'indice de corruption et

($CORR * \ln PIB$) est l'interaction entre la corruption et le PIB réel par habitant. Avec α_i l'effet spécifique individuel. $\beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4$ et β_5 les paramètres à estimer dans ce modèle et ε_{it} est le terme d'erreur.

Bases de données et présentation des variables

Dans notre analyse, nous utilisons une série d'indicateurs macro-économiques et des indicateurs institutionnels calculés depuis plusieurs années et issus de différentes bases de données.

- Les variables macro-économiques :

Les indicateurs de performances macro-économiques utilisés dans ce travail sont représentés par (IPH) l'indice de pauvreté humaine collecté à partir des différents rapports du développement humain, (PIB) le niveau de PIB réel par habitant (en dollar américain constant, 2000) emprunté de la base de données de la Banque Mondiale constituée par des séries macro-économiques internationales « WDI, 2009 », (OPN) est le taux d'ouverture collecté de la base de données du World Penn Tables (2009) et (INQ) le niveau d'inégalité de revenu mesuré par l'indice de Theil. Ce dernier est fourni par la base de données de « University of Texas Inequality Project, UTIP-UNIDO¹ ».

- Les variables institutionnelles :

Les variables institutionnelles sont prises de la base de données « International Country Risk Guide (ICRG) » détenue par Political Risk Services. À ce niveau, nous avons utilisé un seul indicateur de la base de données (ICRG) qui est la corruption ($CORR$). Les notes indicatrices de cet indicateur vont de 0 à 6. Les notes les plus élevées indiquent une meilleure qualité institutionnelle, autrement dit, moins de corruption.

Résultats des estimations et interprétations

Avant de reproduire les résultats des estimations, nous avons déterminé les tests de spécification ou tests d'homogénéité des données. Les résultats tirés des statistiques de Fisher montrent le rejet de l'hypothèse d'homogénéité globale. Ces tests montrent l'existence de coefficients communs pour tous les pays et la présence de spécificités individuelles pour chaque pays (P-value < 10%). En utilisant la méthode des données de panel, nous avons pris en compte les effets spécifiques individuels de chaque pays pour capter leurs différences économiques et institutionnelles. Les tests de Hausman nous renseignent sur le modèle à retenir: s'agit-il d'un modèle à effet fixe ou bien aléatoire ? Les résultats de l'estimation sont présentés dans le tableau ci-dessous:

¹ Elle est disponible sur le site <http://utip.gov.utexas.edu>.

Tableau 2. Résultat des estimations: La variable dépendante (IPH)

<i>Variables</i>	<i>M1</i>	<i>M2</i>
	<i>MCG</i>	<i>MCG</i>
<i>Cst</i>	96.675 (7.322)	23.170 (1.888)
<i>LnPIB</i>	-13.005 (-7.268)***	-
<i>LnOP</i>	4.234 (1.734)*	9.540 (3.589)***
<i>INQ</i>	1.305 (1.497)	3.593 (1.833)*
<i>CORR</i>	-	4.258 (6.074)***
<i>CORR*lnPIB</i>	-	5.978 (5.850)***
<i>No.d'ob</i>	91	91
<i>R²</i>	0.389	0.445
<i>t-Haus</i> <i>P-values</i>	2.797 (0.423)	2.773 (0.596)

Source : Les auteurs.

Notes : Les valeurs entre parenthèses représentent la statistique de Student ; *** significatif à 1%, ** significatif à 5% et * significatif à 10%.

- t-Haus : test de spécification de Hausman qui suit une loi de Khi-deux.

Le tableau reproduit les résultats de l'estimation de deux modèles. Dans le premier modèle (M1), nous testons l'effet direct de la croissance et des inégalités sur la pauvreté, en absence des institutions. Dans le second (M2), nous introduisons une variable institutionnelle « la corruption » et nous testons l'incidence de cette dernière ainsi que l'interaction entre la croissance économique et la corruption sur la pauvreté. Les résultats des estimations nous donnent pour ces deux modèles, une statistique de Hausman qui est inférieure à Khi-Deux tabulé à K degrés de liberté (K est le nombre des variables explicatives pour chaque modèle). La p-values de cette statistique est supérieure à 10%, ce qui signifie l'acceptation de l'hypothèse nulle. Les modèles retenus sont ainsi ceux à effets individuels aléatoires, c'est-à-dire, l'estimation avec MCG est la plus adéquate.

Pour le premier modèle, les résultats montrent un effet négatif est très significatif de la croissance économique sur la pauvreté. Autrement dit, la croissance économique représente une force motrice de lutte contre la pauvreté dans les pays méditerranéens. Cependant,

l'inégalité est corrélée positivement mais non significative. Ceci confirme largement l'hypothèse de Dollar et Kraay (2000), Dollar et Kraay (2002), Bhalla (2002) et Sala-i-Martin (2002) qui soutiennent que dans toutes les circonstances la croissance est bonne pour les pauvres et suffit pour réduire la pauvreté. L'ouverture exerce un effet positif et significatif à 10%. Cela signifie que l'ouverture de ces pays sur l'extérieur aggrave la pauvreté. Ce constat peut-être justifié par le fait que l'ouverture des frontières, bien qu'elle ait permis l'entrée d'investissements directs étrangers, provoque une diminution de la part de l'investissement domestique, ce qui conduit à une réduction du PIB. Dans ce cadre, Levine et Renelt (1992), Jin (2004) et Rodrik et Rodriguez (1999) ont montré que les pays méditerranéens ne possèdent pas une économie assez forte pour tirer profit des tous les avantages de l'ouverture commerciale.

Pour le deuxième modèle, et suite à l'introduction de la variable institutionnelle « la corruption », toutes les variables sont significatives². En effet, l'ouverture, tout en préservant le même signe, devient plus significative. L'inégalité exerce un effet positif et statistiquement significatif à 10%. Ceci affirme que la présence des inégalités est à l'origine de l'aggravation de la situation de précarité. Ce résultat confirme bien l'hypothèse de Bourguignon (2003), Cling et al. (2002) et Cling et al. (2004) qui prétendent que le niveau des inégalités a un fort impact sur l'évolution de la pauvreté et qu'une distribution équitable des richesses est indispensable pour la lutte contre la pauvreté. Quant à la corruption, elle a une incidence positive et statistiquement très significative sur la pauvreté. Cette idée peut-être justifiée par le fait que la faible crédibilité de l'Etat est à la base de la répartition inégalitaire des revenus et de la croissance, ainsi que de la mauvaise régulation économique [Hoskins, (2001)]. Dans le même contexte, Gupta et al. (1998) ont affirmé que la corruption est à l'origine de l'accroissement des inégalités et de la pauvreté. Egalement, le terme interactif entre la corruption et la croissance économique a un effet positif et très significatif sur la pauvreté. Ceci est dû au fait que la corruption entre dans les habitudes des citoyens des pays en développement et devient une réalité qui nuit à la croissance économique et atténue, par conséquent, le rythme de réduction de la pauvreté. Ce résultat est confirmé par Mauro (1997) et Wei (1997) qui ont montré que la corruption ponctionne les investissements domestiques et étrangers et réduit le taux de la croissance économique. Elle est aussi à l'origine de l'apparition d'une économie non officielle à cause du développement faussé des entreprises [Johnson et al. (1998)] et induit une mauvaise répartition des dépenses publiques [Tanzi et Davoodi, (1997)].

CONCLUSION

L'objectif de ce papier était d'étudier l'incidence de la croissance économique, des inégalités et de la corruption sur la pauvreté. Le lien entre pauvreté et croissance a suscité un grand débat théorique. Ce dernier a été déclenché suite à l'analyse de Dollar et Kraay (2000). Les travaux postérieurs opposent deux thèses différentes : la première confirme l'idée de ces deux auteurs, alors que la deuxième stipule que la croissance à elle seule ne suffit pas pour réduire la pauvreté. Elle doit être accompagnée d'une redistribution équitable des richesses.

² Dans ce modèle (M2), nous avons éliminé la variable de la croissance économique à cause de la forte corrélation avec le terme interactif.

En somme, même s'il n'existe pas un consensus sur la relation entre croissance et pauvreté, nous pouvons conclure que la croissance économique, même si seule ne peut être suffisante, reste une condition nécessaire pour lutter contre la pauvreté.

La promotion d'un monde plus équitable et l'éradication de la pauvreté, passe avant tout par la réduction de la corruption. En effet, pour trouver une justification aux écarts entre pays inexplicables par les seules variables économiques, la réflexion des économistes s'est tournée vers les variables institutionnelles. Une vaste revue de littérature s'est consacrée à l'étude de l'influence des institutions sur la croissance économique. Une attention particulière est accordée à la corruption à cause de ses effets néfastes sur la croissance économique [Rose-Ackerman, (2004)]. La corruption est souvent considérée comme une des principales faiblesses institutionnelles présentes dans les pays en développement et l'un des ennemis du développement.

Sur le plan empirique, nous avons étudié la relation entre croissance économique, corruption et pauvreté pour un échantillon de 7 pays méditerranéens tout au long de la période 1995-2007. Les résultats de l'analyse montrent qu'en absence des institutions, la croissance économique est pro-pauvre (M1). L'ajout des variables institutionnelles dans un deuxième modèle (M2), nous a permis de constater que la corruption est à l'origine de l'aggravation de la pauvreté. Aussi, la corruption nuit à la croissance économique et atténue son incidence sur la pauvreté (terme interactif). Ces résultats sont attendus vu que les pays de notre échantillon sont caractérisés par une corruption « endémique ».

L'amélioration de la situation des pays en développement requiert la mise en place des politiques anti-corruption. Néanmoins, il s'avère que la forte concentration du pouvoir politique et l'absence d'organes de contrôle indépendants et efficaces, déterminent pour une large part la persistance d'une forte corruption. Pour cette raison, l'exigence d'un régime démocratique est de nature à favoriser la mise en œuvre de politiques anti-corruption favorable à la promotion de la croissance économique et l'atténuation de la pauvreté.

RÉFÉRENCES

- Acemoglu, D. and Johnson, S. (2005). 'Unbundling Institutions'. *Journal of Political Economy*, 113(5): 949-995.
- Acemoglu, D. and Verdier, T. (1998). 'Property Rights, corruption and the Allocation of Talent: A General Equilibrium Approach'. *Economic Journal*, 108: 1381-1403.
- Acemoglu, D., Johnson, S. and Robinson, J. (2001b). 'Reversal of Fortune: Geography and Institutions in the Making of the Modern World Income Distribution'. NBER Working Paper n°8460, April.
- Banque Mondiale (2000/2001). *Rapport sur le développement dans le Monde : Combattre la Pauvreté*. Paris, Editions ESKA.
- Baumol, W. (1990). 'Entrepreneurship: productive, unproductive and destructive'. *Journal of Political Economy*, 98 (5): 893-921.
- Bhalla, S. (2002). *Imagine there's no country: poverty, inequality and growth in the era of globalization*. Washington Institute for international economics

- Bourguignon, F. (2003). 'The Poverty-Growth-Inequality Triangle'. Agence Française de Développement /EU Development Network, Paris.
- Chavance, B. (2001). 'Organisations, institutions, système : types et niveau de règles'. *Revue d'Economie Industrielle*, 97 (97): 85-102.
- Cling, J.P., P. De Vreyer, M. Razafindrakotom & F. Roubaud (2002). 'Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté'. Paris, Economica, DIAL.
- Cling, J.P., P. De Vreyer, M. Razafindrakoto & F. Roubaud (2004). 'La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté'. *Revue Française d'Economie*, XVIII (3): 137-187.
- Danielson, A. (2001). 'When do the Poor Benefit from Growth and Why?' Department of Economics: Lund University, Sweden.
- Dollar, D. & A. Kraay (2000). 'Growth is good for the poor'. World Bank, Development Research Group: mars mimeo.
- Dollar, D. & A. Kraay (2002). 'Growth is Good for the Poor'. *Journal of Economic Review*, (4): 533-565.
- Easterly, W. et Levine, R. (2002). 'Tropics, germs, and crops: how endowments influence economic development'. NBER Working Paper 9106 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Glaeser, E., La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F. and Shleifer, A. (2004). 'Do Institutions Cause Growth?' *Journal of Economic Growth*, 9(3): 271-303.
- Gupta, S., Davoodi, H. & Alonso-Terme, R. (1998). 'Does corruption affect income inequality and poverty?' IMF Working Paper, 76-98.
- Gupta, S., Davoodi, H. et Alonso-Terme, R. (2002). 'Does corruption affect income inequality and poverty?' *Economics of governance*, 3: 23-45.
- Hoskins, W. (2001). 'Economic Policy: Credible Commitment'. *Cato Journal*, 21(2): 255-261.
- Huntington, S. (1968). 'Political order in changing societies'. New Haven: Yale University Press, London.
- Jin, C. J. (2004). 'On the Relationship between Openness and Growth in China: Evidence from Provincial Time Series Data'. *The World Economy*, 27(10): 1571-82.
- Johnson, S., Kaufman, D. & Zoido-Lobaton, P. (1998). 'Regulatory Discretion and the Unofficial Economy'. *American Economic Review*, 88 (2): 387-392.
- Kaufman, D., Kraay, A. and Zoido-Lobaton, P. (1999b). 'Governance matters'. World Bank Policy Research Working Paper 2196, Washington DC.
- Klasen, S. (2001). 'In Search of the Holy Grail: How to Achieve Pro-poor Growth?' Paper commissioned by Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) for the "Growth and Equity" Task Team of the Strategic Partnership with Africa, July.
- Knack, S. et Keefer, P. (1997b). 'Does social capital have an economic payoff? A cross-country investigation'. *The Quarterly Journal of Economics*, 112(4): 1251-88.
- Leff, N. (1964). 'Economic Development through Bureaucratic Corruption'. *American Behavioural Scientist*, 8(3): 8-15.

- Levine, R. and Renelt (1992). 'A Sensitivity Analysis of Cross sectional Growth Regressions'. *American Economic Reviews*, 32: 942-63.
- Liu, F. (1985). 'An equilibrium queuing model of bribery'. *Journal of Political Economy*, University of Chicago Press, 93(4):760-81.
- Mauro, P. (1995). 'Corruption and growth'. *Quarterly Journal of Economics*, 110: 681-712.
- Mauro, P. (1997). 'The effects of corruption on growth, investment and government expenditure: a cross country analysis'. Washington DC: Institute for International Economics.
- Mauro, P. (2001). 'Corruption and growth'. *Journal of Comparative Economics*, 29(1): 66-79.
- Maxwell, S. (2001). 'Innovative and important, yes, but also instrumental and incomplete: the treatment of redistribution in the new poverty agenda'. *Journal of International Development*, 13(3): 331-341.
- North, D. (1991). 'Institutions'. *Journal of Economic Perspectives*, American Economic Association, 5 (1): 97-112.
- OCDE (2007/2008). *Regards sur l'éducation: les indicateurs de l'OCDE*, OECD Publishing.
- Ravallion, M. & S. Chen (2003). 'Measuring Pro-Poor Growth'. *Economics Letters*, 78(1): 93-99.
- Ravallion, M. (2004). 'Pro-poor Growth: A Primer'. Development Research Group, The World Bank, Washington DC.
- Rodriguez, F. et D. Rodrik (1999). 'Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to Cross-National Evidence'. NBER Working Paper No. W7081.
- Rodrik, D. (1999). 'Where did all the growth go? External shocks, social conflicts, and growth collapse'. *Economics and Politics*, 11: 385-412.
- Rose-Ackerman, S. (2004). 'The Challenge of Poor Governance and Corruption'. In *Copenhagen Consensus Challenge Paper*.
- Sachs, J. (2003). 'Institutions don't rule: direct effects of geography on per capita income'. NBER working Paper 9490.
- Sala-i-Martin, X. (2002). 'The World Distribution of Income (estimated from Individual Country Distributions)'. NBER Working Paper 8933.
- Tanzi, V. et Davoodi, H. (1997). 'Corruption, Public Investment and Growth'. IMF Working Paper 97/139.
- Transparency International, (2008). *Indice de Perception de la Corruption*. Site: www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi.
- Wei, S.J. (1997a). 'How Taxing Is Corruption on International Investors?' NBER Working Paper No. 6030 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Wei, S.J. (1997b). 'Why Is Corruption So Much More Taxing Than Tax? Arbitrariness Kills'. NBER Working Paper No. 6030 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).